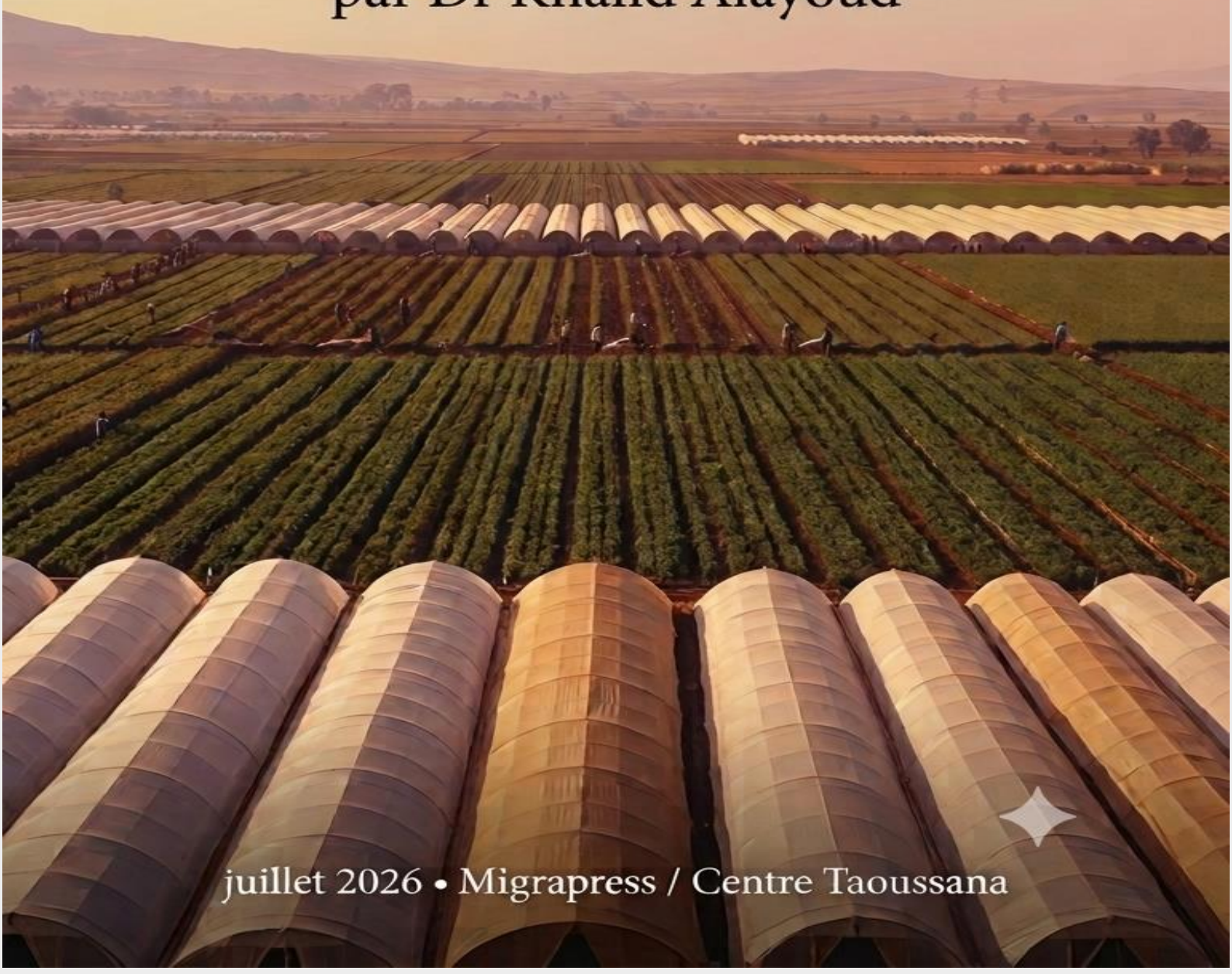
Les nouvelles ruralités marocaines

Mondialisation agricole, migrations internationales et recomposition des territoires

Enquête de terrain à Aït Amira et Sidi Bibi

par Dr Khalid Alayoud



juillet 2026 • Migrapress / Centre Taoussana

Edito

Dans le cadre d'une collaboration entre Migrapress et le centre de Toussana, cette étude examine les campagnes marocaines comme des espaces privilégiés d'observation des transformations sociales contemporaines. À partir d'une analyse approfondie de Aït Amira et de Sidi Bibi, elle montre comment le développement de l'agriculture d'exportation a contribué à reconfigurer les dynamiques migratoires, les structures familiales, les modalités de socialisation et les identités territoriales dans le Souss.

Au-delà d'une approche strictement économique, l'étude met en évidence les effets sociaux souvent peu visibles du développement agricole, en mobilisant des catégories analytiques telles que les « enfants à clé » et la « génération C90 », qui permettent d'appréhender les nouvelles formes de vulnérabilité affectant les territoires ruraux. Elle analyse également l'émergence de campagnes multiculturelles, l'installation durable de populations migrantes marocaines, subsahariennes et asiatiques, ainsi que les enjeux liés au vivre-ensemble, à la cohésion sociale et à l'action publique.

Inscrite dans une perspective sociologique et territoriale, cette recherche invite à revisiter les catégories classiques d'analyse du monde rural et à approfondir la réflexion sur les relations entre développement économique, migrations et justice sociale. Migrapress réaffirme ainsi son ouverture aux contributions de chercheurs, d'experts en migration et de spécialistes des transformations sociales, dans une logique de production et de diffusion de savoirs ancrés dans les réalités de terrain.

Hassan Bentaleb

Directeur du Centre Migrapress

Résumé exécutif

Cette étude analyse les profondes mutations que connaissent les campagnes marocaines sous l'effet de la mondialisation agricole et des migrations internationales. À partir d'une enquête qualitative menée dans plusieurs localités de la province de Chtouka Aït Baha, elle montre que les espaces ruraux ne sont plus seulement des territoires de production agricole, mais deviennent des espaces de circulation internationale des personnes, des cultures et des pratiques sociales.

L'essor de l'agriculture d'exportation a profondément transformé les équilibres démographiques en attirant une importante main-d'œuvre marocaine et subsaharienne. Cette dynamique dépasse largement les seules questions économiques. Elle modifie les structures familiales, les modes de socialisation, les formes de mobilité, les pratiques religieuses, les usages de l'espace public ainsi que les mécanismes de solidarité et de régulation sociale.

L'enquête met en évidence l'émergence de nouvelles institutions informelles de cohésion sociale. Les médiateurs sociaux, les responsables communautaires, les associations locales, les acteurs religieux et même les initiatives citoyennes jouent un rôle essentiel dans la prévention des conflits, l'accompagnement administratif des migrants et la construction quotidienne du vivre-ensemble. Les expériences observées autour du sport, des pratiques de voisinage ou des rites funéraires montrent que la confiance se construit principalement dans les interactions ordinaires plutôt que par les seules politiques publiques. L'étude souligne également le caractère ambivalent de ces transformations. Si la diversité culturelle favorise l'innovation sociale et l'ouverture des territoires, elle fait aussi émerger de nouveaux défis liés à l'accès au logement, à la pression sur les services publics, aux perceptions réciproques, aux tensions identitaires et aux besoins de médiation. Le développement économique ne garantit donc pas, à lui seul, la cohésion sociale.

Au-delà du cas de Chtouka Aït Baha, cette recherche propose une nouvelle lecture des campagnes marocaines. Elle montre que celles-ci deviennent progressivement des territoires mondialisés où se recomposent simultanément les économies locales, les identités collectives et les modes de gouvernance. Les nouvelles ruralités marocaines apparaissent ainsi comme l'un des principaux laboratoires des transformations sociales contemporaines du Royaume.

Key Insights

Insights clés

- **Les campagnes marocaines sont désormais intégrées à la mondialisation.** Les territoires agricoles participent aux circulations internationales des capitaux, des marchandises et des travailleurs.
- **Les migrations deviennent une composante structurelle du développement rural.** Elles ne constituent plus un phénomène marginal mais un facteur durable de transformation des territoires.
- **Le développement agricole produit aussi des mutations sociales profondes.** Les changements concernent les familles, les pratiques éducatives, les rapports de genre, les loisirs, les solidarités et les formes d'habiter.
- **La diversité culturelle devient une caractéristique permanente des espaces ruraux.** Les communes agricoles accueillent aujourd'hui des populations d'origines nationales, linguistiques et religieuses variées.

- **La médiation sociale constitue une infrastructure invisible du développement.** Elle facilite les relations entre migrants, habitants et institutions, tout en limitant les risques de tensions.
- **Le vivre-ensemble se construit dans les pratiques ordinaires.** Les terrains de football, les cérémonies funéraires, les lieux de travail et les espaces de voisinage apparaissent comme des laboratoires quotidiens de la cohésion sociale.
- **Les politiques publiques doivent dépasser la seule logique économique.** La réussite des territoires agricoles dépend autant de la gouvernance sociale, de l'inclusion et de la gestion de la diversité que de leur performance productive.
- **Le cas de Chtouka Aït Baha annonce probablement l'avenir d'autres territoires marocains.** Les transformations observées préfigurent les nouvelles ruralités qui émergent dans plusieurs régions du Royaume.

Aït Amira et Sidi Bibi : quand la révolution agricole redessine la société locale

Introduction

Depuis le début des années 1980, les communes d'Aït Amira et de Sidi Bibi, situées dans la plaine du Souss, connaissent une transformation socio-économique sans précédent. L'essor spectaculaire de l'agriculture intensive sous serre destinée à l'exportation a profondément modifié les structures démographiques, les formes familiales, les mobilités humaines et les modes de vie locaux.

Longtemps perçu comme un espace rural relativement homogène, ce territoire est progressivement devenu l'un des principaux pôles agricoles du Maroc, attirant des dizaines de milliers de travailleurs originaires de l'ensemble du pays, puis, plus récemment, de plusieurs États d'Afrique subsaharienne et d'Asie du Sud.

Cette dynamique migratoire a profondément reconfiguré le paysage humain. Les villages agricoles sont devenus de véritables espaces multiculturels où cohabitent désormais plusieurs dizaines de nationalités, langues, traditions religieuses et pratiques culturelles.

Pourtant, cette réussite économique s'est accompagnée d'un développement beaucoup plus limité des infrastructures sociales. Les mutations du territoire ont été beaucoup plus rapides que l'adaptation des institutions chargées de la socialisation, de l'éducation et de l'intégration.

Les tensions sociales observées récemment dans la région invitent ainsi à déplacer le regard. Au-delà des seuls faits sécuritaires, elles interrogent les conséquences à long terme d'un modèle de développement ayant privilégié la croissance économique sans investir de manière équivalente dans le capital humain.

Une révolution agricole qui transforme profondément le territoire

Au début des années 1980, la région connaît une rupture majeure avec la généralisation des cultures sous serre destinées principalement aux marchés européens.

Cette agriculture intensive nécessite une abondante main-d'œuvre, disponible tout au long de l'année et particulièrement féminine pour certaines tâches agricoles.

Or, les normes sociales locales limitaient alors fortement l'emploi salarié des femmes originaires du Souss.

Face à cette pénurie de main-d'œuvre, les exploitations agricoles recrutent progressivement des ouvrières provenant d'autres régions marocaines.

Les premiers flux concernent notamment la région de Ksiba (communément appelée localement « Zayan »), avant de s'étendre rapidement aux provinces de Chichaoua, Essaouira (Chiadma), Ouarzazate, Béni Mellal, Aït Rkha, Amgrane, les Doukkala, ainsi qu'à de nombreuses autres régions.

Dans un premier temps, ces ouvrières sont hébergées à l'intérieur même des exploitations agricoles.

Mais cette présence temporaire évolue progressivement vers une installation durable.

Les travailleuses commencent à acquérir de petites parcelles, construisent des logements parfois de manière informelle, puis font venir progressivement leurs familles.

Ainsi émergent de nouveaux quartiers populaires à forte densité démographique qui n'existaient pas auparavant.

Une enquête réalisée dans une école primaire de la région met en évidence cette transformation : les élèves sont originaires de plus de vingt-sept régions différentes situées hors de la province de Chtouka-Aït Baha.

Cette diversité illustre l'intensité exceptionnelle des mobilités internes qui ont accompagné le développement agricole.

La transformation des structures familiales

Ces migrations internes ont profondément modifié les formes familiales.

La famille élargie, traditionnellement présente dans les campagnes marocaines, cède progressivement la place à des familles nucléaires isolées.

De nombreuses femmes deviennent les principales pourvoyeuses de revenus du ménage, parfois en tant que mères célibataires, parfois en raison de l'absence prolongée ou définitive du conjoint.

À la différence des villages d'origine, les grands-parents, les tantes ou les autres membres de la famille élargie restent généralement dans les régions de départ.

Les solidarités traditionnelles disparaissent progressivement.

Le développement de l'agriculture intensive transforme profondément la socialisation des enfants. Contraints de rester seuls pendant que leurs mères travaillent, ces « enfants à clé » acquièrent une autonomie précoce qui fragilise leurs parcours scolaires et favorise une socialisation croissante dans la rue. À plus long terme, cette fragilité se traduit souvent par le chômage, la précarité et le manque de perspectives, donnant naissance à ce que nous appelons la « génération C90 ». Plus qu'une référence à une moto populaire, ce concept désigne une génération marquée par la migration, la précarité résidentielle, l'affaiblissement des solidarités familiales et le déficit d'encadrement éducatif. Il ne vise pas à stigmatiser les jeunes, mais à analyser les mécanismes sociaux qui peuvent conduire certaines trajectoires vers la marginalisation.

Sommes-nous encore dans un espace rural ?

Les données du recensement montrent que plusieurs quartiers dépassent désormais les quatre mille habitants.

Le seul quartier d'Agouram compte plus de seize mille habitants.

Ces chiffres interrogent directement la pertinence de la catégorie administrative de « village ».

Nous sommes désormais face à des espaces urbains fonctionnels qui conservent pourtant un statut rural.

Cette contradiction produit un décalage important entre la réalité démographique et les politiques publiques.

Les équipements collectifs demeurent insuffisants alors que les besoins sociaux augmentent rapidement.

Une nouvelle phase migratoire :

l'internationalisation du territoire

Depuis environ 2016, une nouvelle transformation est à l'œuvre. Aux migrations internes marocaines s'ajoute une immigration internationale.

Des travailleurs originaires du Sénégal, de Côte d'Ivoire, de Guinée, du Cameroun, du Congo, du Niger, du Tchad ou encore du Soudan s'installent durablement dans la région. Plus récemment apparaissent également les premières familles venues du Bangladesh.

Cette évolution modifie profondément le paysage culturel. Le territoire devient un véritable espace transnational. Les langues se multiplient. Les pratiques religieuses se diversifient. Les habitudes alimentaires évoluent. Les marchés locaux proposent désormais des produits africains ou asiatiques.

Les quartiers deviennent des espaces où coexistent plusieurs références culturelles.

Aït Amira et Sidi Bibi ne sont plus seulement des territoires agricoles. Ils deviennent progressivement des laboratoires marocains de la mondialisation migratoire.

Repenser les institutions de socialisation

Ces transformations montrent les limites des dispositifs classiques de protection sociale. La famille élargie n'assure plus son rôle traditionnel.

L'école ne peut répondre seule à toutes les difficultés sociales. Les associations restent insuffisamment structurées.

D'où la nécessité de créer de nouvelles institutions de proximité.

Nous proposons ainsi la création de **complexes de socialisation** implantés dans les principaux quartiers.

Ces structures pourraient accueillir :

- des crèches adaptées aux besoins des ouvrières agricoles ;
- des espaces préscolaires ;
- des restaurants destinés aux enfants vulnérables, notamment les « enfants à clé » ;
- des salles de soutien scolaire ;
- des équipements sportifs et culturels ;
- des espaces d'accompagnement familial.

> *“ Des travailleurs originaires du Sénégal, de Côte d'Ivoire, de Guinée, du Cameroun, du Congo, du Niger, du Tchad ou encore du Soudan s'installent durablement dans région ”.*

Ces équipements devraient être animés par des éducateurs spécialisés, des assistants sociaux et des psychologues.

Ils joueraient le rôle de « famille sociale » complémentaire.

Un investissement stratégique dans le capital humain

Le financement d'un tel projet suppose une mobilisation collective.

Les grandes exploitations agricoles, les collectivités territoriales, l'Initiative nationale pour le développement humain (INDH), le Conseil régional, les entreprises industrielles et les programmes de responsabilité sociale des entreprises

pourraient constituer les principaux partenaires.

L'initiative récemment lancée par le gouverneur de la province de Chtouka-Aït Baha visant la création de trois crèches avec des investisseurs privés constitue une première étape encourageante.

Elle pourrait servir de base à une politique beaucoup plus ambitieuse.

Conclusion

L'histoire récente d'Aït Amira et de Sidi Bibi montre que le développement économique ne produit pas automatiquement le développement social.

La réussite agricole du Souss repose largement sur des dynamiques migratoires qui ont profondément transformé les familles, les quartiers et les institutions locales.

Aujourd'hui, ces communes ne peuvent plus être pensées comme de simples espaces ruraux. Elles constituent des territoires en transition, marqués par une urbanisation rapide, une forte diversité culturelle et de nouvelles vulnérabilités sociales.

Les **« enfants à clé »** d'hier sont devenus, pour une partie d'entre eux, la **« génération C90 »** d'aujourd'hui. Cette évolution n'est pas le résultat de choix individuels mais celui d'un long processus de recomposition économique, territoriale et familiale.

L'enjeu dépasse désormais la seule question agricole : il s'agit d'inventer de nouvelles politiques publiques capables d'accompagner les transformations d'un territoire devenu l'un des principaux laboratoires marocains des mutations sociales liées à la mondialisation des mobilités.

Aït Amira et Sidi Bibi : un même territoire, des cultures multiples

Parler aujourd'hui d'Aït Amira et de Sidi Bibi revient à observer un laboratoire discret mais particulièrement révélateur des profondes transformations migratoires que connaît le Maroc contemporain. Longtemps perçues comme de simples territoires agricoles spécialisés dans les cultures d'exportation, ces deux communes sont progressivement devenues des espaces d'installation, de circulation et de rencontre entre des populations venues d'horizons extrêmement divers.

L'une des conséquences les moins visibles de ces dynamiques migratoires — et pourtant l'une des plus profondes — concerne les transformations culturelles qu'elles produisent au sein des territoires d'accueil. Les débats publics sur la migration se concentrent généralement sur les questions d'emploi, de sécurité, de contrôle des frontières ou de régularisation administrative. Plus rarement s'intéressent-ils aux effets que l'arrivée de nouvelles populations exerce sur les pratiques sociales, les langues, les modes de vie, les identités locales ou les formes du vivre-ensemble.

Or la migration ne consiste pas uniquement en un déplacement de personnes. Elle implique également une circulation permanente des cultures. Les migrants ne transportent pas seulement leur force de travail ; ils arrivent avec leurs langues, leurs croyances religieuses, leurs habitudes alimentaires, leurs pratiques artistiques, leurs références symboliques, leurs manières d'occuper l'espace public et leurs façons de construire les relations sociales. En ce sens, toute migration constitue également un processus de transformation culturelle des sociétés qui accueillent ces populations.

Une succession de vagues migratoires

L'histoire récente d'Aït Amira et de Sidi Bibi illustre parfaitement cette dynamique.

Au cours des quarante dernières années, ces territoires ont accueilli plusieurs vagues migratoires successives.

La première fut essentiellement marocaine. Les grandes exploitations agricoles de la plaine du Souss ont attiré des travailleurs originaires du Haut Atlas, du Moyen Atlas, du Rif, des provinces sahariennes, de Doukkala, des régions orientales ou encore du sud marocain.

À partir des années 2010, une seconde vague est venue modifier davantage la composition démographique locale : celle des migrants originaires d'Afrique subsaharienne. Sénégalais, Ivoiriens, Maliens, Guinéens, Camerounais, Nigérians ou Burkinabè se sont progressivement installés dans les exploitations agricoles, les quartiers périphériques ou les centres urbains voisins.

Plus récemment encore, une troisième évolution semble se dessiner avec l'arrivée de travailleurs bangladais recrutés dans certains secteurs agricoles, signe que les transformations géopolitiques du marché mondial du travail atteignent désormais les campagnes marocaines.

Ainsi, Aït Amira et Sidi Bibi ne sont plus seulement des territoires de production agricole ; ils deviennent progressivement des territoires de migration internationale.

Le migrant arrive aussi avec sa culture

Les espaces d'accueil sont rarement préparés à cette diversification culturelle.

Les politiques publiques s'intéressent généralement au logement, au travail ou aux procédures administratives. En revanche, les mécanismes permettant de favoriser l'intégration sociale et culturelle demeurent largement insuffisants.

Pourtant, le migrant ne transporte pas uniquement une valise de vêtements. Il transporte également ce que l'on pourrait appeler une **"valise culturelle"**.

Cette valise contient une langue, une mémoire collective, une cuisine, des pratiques religieuses, une musique, des manières d'habiter le quartier, d'élever les enfants ou de vivre la famille.

La migration devient ainsi un phénomène de circulation des cultures autant que des individus.

Agouram : une « petite Afrique » au cœur du Souss

Le douar Agouram constitue probablement l'exemple le plus emblématique de cette mutation.

En quelques années seulement, cette localité rurale accueille des habitants issus d'une quinzaine de nationalités différentes.

Cette diversité nous conduit à qualifier ce territoire de **« village africain »**, voire de **« village transcontinental »**, tant il concentre aujourd'hui des appartenances culturelles multiples dans un espace relativement restreint.

Cette évolution est remarquable à plusieurs titres.

Traditionnellement homogène, le village devient progressivement multiculturel.

Il ne s'agit plus simplement d'une diversification démographique, mais d'une transformation profonde des interactions quotidiennes.

> *“ Pourtant, le migrant ne transporte pas uniquement une valise de vêtements. Il transporte également ce que l'on pourrait appeler une "valise culturelle”.*

Une nouvelle géographie linguistique

Les changements apparaissent d'abord dans les langues parlées.

Jusqu'à une période récente, la langue dominante était la tachelhit.

Avec l'arrivée successive de migrants venus d'autres régions marocaines puis d'Afrique subsaharienne, le paysage linguistique s'est profondément complexifié.

Aujourd'hui coexistent :

- la tachelhit ;
- la darija ;
- différentes variantes amazighes ;
- le wolof ;
- le bambara ;
- le français ;
- parfois même l'anglais.

Cette coexistence favorise l'apparition de formes inédites de communication où plusieurs langues se mélangent dans les échanges quotidiens.

On assiste ainsi à la naissance progressive d'une véritable **langue sociale hybride**, caractéristique des espaces migratoires.

Une pluralisation du paysage religieux

Les pratiques religieuses connaissent également une diversification. L'islam demeure largement majoritaire.

Cependant, plusieurs traditions coexistent désormais : agouram

- islam malikite marocain ;
- confrérie tijaniyya ;
- confrérie mouride ;
- différentes sensibilités musulmanes originaires d'Afrique de l'Ouest.

À cela s'ajoutent des migrants chrétiens — catholiques ou protestants — ainsi que certains individus conservant des croyances traditionnelles africaines.

Cette pluralisation religieuse constitue une évolution inédite dans un espace rural historiquement très homogène.

Le marché comme espace d'interculturalité

Le marché hebdomadaire d'Agouram illustre particulièrement cette transformation.

À côté du traditionnel souk d'Aït Amira, un second marché s'est progressivement développé.

Son activité commence en début d'après-midi afin de s'adapter aux horaires de travail des ouvriers agricoles.

À partir de la fin de journée, l'atmosphère évoque parfois certains marchés urbains ouest-africains.

Les produits proposés témoignent eux aussi de cette mondialisation locale :

- poissons séchés ;
- épices africaines ;
- produits tropicaux ;
- boissons spécifiques ;
- ingrédients destinés aux cuisines ouest-africaines.

Le marché devient ainsi bien davantage qu'un espace commercial.

Il constitue un véritable **laboratoire quotidien de la mondialisation par le bas**.

Les tensions ordinaires de l'interculturalité

Toutefois, la diversité culturelle ne produit pas uniquement de l'enrichissement mutuel.

Elle génère également des incompréhensions.

Certaines pratiques vestimentaires, certains comportements dans l'espace public ou certaines habitudes culturelles peuvent être interprétés différemment selon les référentiels sociaux.

Les périodes de forte visibilité religieuse — notamment durant le Ramadan — rendent parfois ces différences plus sensibles.

Ces tensions ne sont pas exceptionnelles. Les recherches internationales montrent qu'elles accompagnent généralement toutes les sociétés connaissant une diversification rapide de leur population.

“Toutefois, la diversité culturelle ne produit pas uniquement de l'enrichissement mutuel. Elle génère également des incompréhensions”.

Le sport comme espace de médiation

À l'inverse, certaines pratiques favorisent les rapprochements. Le football en constitue l'exemple le plus visible.

Les terrains de quartier réunissent quotidiennement jeunes Marocains et Subsahariens autour d'une activité commune.

Malgré certaines tensions ponctuelles, le sport fonctionne ici comme un puissant mécanisme d'intégration.

Il construit des solidarités là où les différences linguistiques ou culturelles pourraient constituer des obstacles.

Penser autrement les campagnes marocaines

Ce que vivent aujourd'hui Aït Amira et Sidi Bibi dépasse largement le cadre local.

Ces territoires annoncent probablement l'évolution future de nombreuses régions agricoles marocaines.

Ils montrent que les campagnes ne sont plus seulement des espaces de production ; elles deviennent également des espaces d'immigration, de diversité culturelle et de recomposition sociale.

Cette évolution pose de nouveaux défis aux politiques publiques.

L'intégration ne peut plus être pensée uniquement sous l'angle administratif ou économique.

Elle suppose des politiques locales favorisant l'apprentissage linguistique, la médiation interculturelle, la participation citoyenne, la scolarisation, l'accès aux services publics et la création d'espaces de dialogue entre anciens habitants et nouveaux arrivants.

Autrement dit, le véritable enjeu n'est pas seulement de gérer la migration, mais de construire les conditions d'un **vivre-ensemble durable**. Les expériences internationales montrent que les sociétés qui parviennent à transformer leur diversité en ressource sont généralement celles qui investissent le plus dans les politiques d'intégration, la participation locale et la reconnaissance réciproque des différentes cultures. Aït Amira et Sidi Bibi illustrent ainsi une réalité plus large : les campagnes marocaines deviennent progressivement des espaces multiculturels où se joue une part importante de l'avenir social du pays. Ce qui s'y construit aujourd'hui préfigure sans doute les nouvelles formes de coexistence qui caractériseront le Maroc de demain.

Des « enfants à clé » à la « génération C90 » : une lecture sociologique des transformations sociales à Aït Amira

Les profondes mutations qu'a connues Aït Amira au cours des trois dernières décennies peuvent être analysées à travers deux figures sociales que nous proposons comme concepts opératoires : **les « enfants à clé »** et **la « génération C90 »**. Ces notions ne prétendent pas constituer des catégories scientifiques stabilisées ; elles servent plutôt d'outils analytiques permettant d'appréhender les effets sociaux de la transformation rapide d'un territoire rural devenu l'un des principaux pôles agricoles du Maroc.

L'intérêt de ces deux concepts réside dans leur capacité à restituer une histoire sociale souvent invisible : celle d'une commune dont le développement économique spectaculaire n'a pas toujours été accompagné d'une transformation équivalente des infrastructures sociales, éducatives et culturelles. Ils permettent ainsi d'interroger les conséquences sociales d'un modèle de développement fondé principalement sur la croissance agricole intensive.

Les « enfants à clé » : une enfance façonnée par l'économie agricole

L'expression **« enfants à clé »** désigne les enfants issus de familles monoparentales, principalement dirigées par des femmes travaillant comme ouvrières agricoles dans les exploitations maraîchères de la région.

L'organisation même du travail agricole explique cette situation. Les ouvrières quittent leur domicile avant l'aube, souvent dès cinq heures du matin, afin de rejoindre les exploitations dispersées dans la plaine du Souss. Cette contrainte professionnelle les oblige à laisser leurs enfants seuls pendant une grande partie de la journée.

Dans ce contexte, les enfants développent très tôt une autonomie inhabituelle. Ils se lèvent seuls, préparent parfois leur petit-déjeuner, rejoignent l'école sans accompagnement, rentrent seuls au domicile familial et prennent progressivement en charge une partie importante des tâches domestiques. La clé de la maison, portée autour du cou afin d'éviter toute perte, devient le symbole matériel de cette autonomie imposée.

Cette situation illustre parfaitement ce que les sociologues qualifient de **socialisation précoce sous contrainte économique**. Les responsabilités normalement assumées par les adultes sont transférées très tôt aux enfants, non pas au nom d'un projet éducatif particulier, mais sous l'effet des nécessités économiques auxquelles les familles sont confrontées.

Cette autonomie forcée produit des effets ambivalents. Chez certains enfants, elle favorise le développement d'une forte capacité d'adaptation, d'un sens des responsabilités et d'une grande maturité. Chez d'autres, elle s'accompagne d'une fragilisation des apprentissages scolaires, d'un déficit de suivi éducatif et parfois d'un sentiment d'abandon affectif susceptible d'influencer durablement leur trajectoire.

Il serait toutefois scientifiquement erroné d'établir une relation mécanique entre cette situation familiale et l'échec scolaire. Les trajectoires observées demeurent extrêmement diversifiées. De nombreux

enfants issus de ces mêmes conditions sociales ont poursuivi avec succès leurs études supérieures et occupent aujourd'hui des fonctions importantes dans différents secteurs. Les structures sociales influencent les parcours, mais elles ne les déterminent jamais entièrement.

Une mutation profonde des structures familiales

La figure des « enfants à clé » traduit également une transformation silencieuse des structures familiales dans les campagnes marocaines.

Le modèle familial traditionnel, dans lequel plusieurs générations cohabitaient et participaient collectivement à l'éducation des enfants, tend progressivement à s'effriter sous l'effet de la salarisation agricole, des migrations internes et de l'urbanisation rapide. Les solidarités familiales demeurent présentes, mais elles ne compensent plus systématiquement les absences liées aux nouvelles formes d'organisation du travail.

L'économie agricole intensive produit ainsi des effets qui dépassent largement le champ économique. Elle reconfigure les rapports entre travail, famille et enfance, transformant progressivement les modes de socialisation des nouvelles générations.

La « génération C90 » : une jeunesse confrontée aux contradictions du développement

Une partie des « enfants à clé » devient ensuite ce que nous proposons d'appeler la **« génération C90 »**.

Cette expression renvoie à une fraction de la jeunesse ayant grandi dans les anciens quartiers périphériques d'Aït Amira et dont les trajectoires sont marquées par le décrochage scolaire, la précarité professionnelle et des difficultés persistantes d'insertion sociale.

L'appellation fait référence à l'utilisation largement répandue des motos de type **C90**, devenues un élément emblématique du paysage local.

Pour la majorité des jeunes, ces motos représentent simplement un moyen de transport indispensable pour accéder au travail, aux exploitations agricoles ou aux différents services de la commune.

Cependant, une minorité les utilise dans des pratiques délinquantes : vols à l'arraché, agressions, intimidations ou rodéos urbains.

Il importe ici d'éviter toute généralisation abusive. La « génération C90 » ne désigne pas l'ensemble des jeunes conducteurs de motos. Elle constitue un concept destiné à analyser l'émergence d'une jeunesse confrontée à un processus de désaffiliation sociale.

Le paradoxe d'un territoire économiquement dynamique

Le cas d'Aït Amira met en évidence un paradoxe particulièrement intéressant.

La commune est devenue l'un des moteurs de l'agriculture d'exportation marocaine. Elle produit des richesses considérables, attire des milliers de travailleurs marocains et étrangers et participe pleinement à l'insertion du Maroc dans les chaînes mondiales de production alimentaire.

Pourtant, cette réussite économique coexiste avec des fragilités sociales importantes.

Le développement des infrastructures éducatives, culturelles, sportives et de

loisirs n'a pas progressé au même rythme que l'activité économique. Cette dissociation entre croissance économique et développement social crée ce que certains chercheurs qualifient de **désynchronisation du développement territorial**.

Autrement dit, l'économie locale crée des emplois mais ne produit pas nécessairement les ressources sociales permettant d'accompagner les jeunes dans leur passage vers l'âge adulte.

Les violences collectives comme symptôme social

Les épisodes de violence qu'a connus Aït Amira doivent être replacés dans cette perspective.

Les incendies ayant visé des bâtiments administratifs, une agence bancaire, un bureau de poste, le siège de la commune ainsi que les dégradations de véhicules appartenant à la Gendarmerie royale ne sauraient être interprétés uniquement comme des actes de vandalisme.

Ils constituent également des indicateurs de tensions sociales plus profondes.

La sociologie des mouvements collectifs montre que ces formes de violence apparaissent fréquemment lorsque plusieurs facteurs se combinent :

- précarité économique ;
- faibles perspectives d'ascension sociale ;
- sentiment d'exclusion ;
- crise de confiance envers les institutions ;
- absence d'espaces de participation pour les jeunes.

Une approche exclusivement sécuritaire risque ainsi de traiter les manifestations visibles sans agir sur leurs causes structurelles.

Une lecture territoriale des trajectoires juvéniles

Les notions d'« enfants à clé » et de « génération C90 » invitent finalement à dépasser les explications individualisantes de la délinquance ou du décrochage scolaire.

Les difficultés rencontrées par une partie de la jeunesse ne relèvent pas uniquement des comportements individuels ; elles s'inscrivent dans une histoire territoriale plus large.

Le territoire devient ici un véritable acteur sociologique. Les transformations de l'économie agricole, les migrations, l'urbanisation rapide, la recomposition des familles, l'évolution du marché du travail et les insuffisances des politiques publiques produisent collectivement de nouvelles formes de vulnérabilité sociale.

Penser les transformations sociales plutôt que désigner des coupables

L'intérêt de ces deux concepts réside précisément dans leur capacité à restituer cette dimension structurelle.

Ils ne cherchent ni à stigmatiser une catégorie de population, ni à produire une lecture déterministe des parcours individuels.

‘’L'économie locale crée des emplois mais ne produit pas nécessairement les ressources sociales permettant d'accompagner les jeunes dans leur passage vers l'âge adulte’’.

Ils permettent plutôt d'interroger les effets sociaux d'un modèle de développement territorial qui, tout en créant une richesse économique considérable, laisse apparaître de nouvelles fractures éducatives, familiales et générationnelles.

En ce sens, le passage des **« enfants à clé »** à la **« génération C90 »** ne constitue pas une rupture, mais les deux moments d'un même processus historique. Il raconte la manière dont les transformations du travail agricole, des structures familiales, des migrations et de l'urbanisation redessinent progressivement les trajectoires des nouvelles générations. L'enjeu dépasse donc la seule commune d'Aït Amira : il interroge plus largement les conditions dans lesquelles les territoires ruraux marocains, engagés dans une modernisation économique rapide, peuvent accompagner socialement les populations qui portent cette transformation. Cette réflexion ouvre ainsi un champ d'analyse sur les relations entre développement économique, justice sociale et cohésion territoriale, qui mérite d'être intégré au débat sur l'avenir des campagnes marocaines.

Agouram la Nasserienne ouvre ses bras aux chrétiens ? Les transformations religieuses et culturelles dans un territoire de migration à Aït Amira

Le titre peut paraître provocateur au premier abord. Pourtant, replacé dans son contexte historique et social, il ne constitue ni un jugement de valeur ni une prise de position idéologique. Il traduit avant tout une réalité nouvelle : celle d'un territoire rural qui connaît, sous l'effet des migrations successives, une profonde recomposition religieuse, culturelle et démographique. L'évolution d'Agouram illustre parfaitement la manière dont les migrations contemporaines redessinent les espaces locaux et interrogent les modèles traditionnels du vivre-ensemble au Maroc.

D'un haut lieu du soufisme à un territoire multiculturel

Le village d'Agouram entretient historiquement un lien étroit avec la **zaouïa Nasseriya de Tamegroute**, l'une des plus importantes confréries soufies du Maroc. Son nom même évoque cet héritage spirituel.

Jusqu'au milieu du XXe siècle, les tribus des Chtouka versaient à la zaouïa une contribution connue sous le nom de **Tamkroute**, prélevée directement sur les récoltes céréalières. Cette pratique religieuse et économique traduisait l'influence considérable des confréries dans l'organisation sociale des campagnes marocaines. Les produits étaient entreposés dans la mosquée du village avant d'être récupérés par les représentants de la zaouïa.

À cette époque, le centre actuel d'Aït Amira n'existait pas encore sous sa forme actuelle. Les principaux pôles administratifs étaient Ghazala et Aïn Amara, où résidait le caïd Hussein Amiri, nommé durant le Protectorat français par dahir du sultan Moulay Youssef. Cette organisation politique s'inscrivait dans une longue histoire de recomposition des pouvoirs locaux, marquée notamment par l'installation de tribus des Béni Amir dès la fin de la période almohade.

Jusqu'aux années 1990, Agouram demeurait profondément marquée par cette identité religieuse. Le mausolée d'Outelmit, les familles dites **Agouramen**, ainsi que la forte présence du patronyme **Nassiri**, témoignaient encore de l'ancrage du soufisme dans la vie quotidienne. Les séances de **dhikr**, les visites des disciples et les activités confrériques rythmaient encore la sociabilité locale.

Une migration qui transforme la géographie humaine

L'arrivée successive de migrants marocains puis étrangers va progressivement bouleverser cette homogénéité.

À partir des années 1980, le développement spectaculaire de l'agriculture d'exportation sous serre entraîne une demande massive de main-d'œuvre. Les premières vagues concernent des travailleurs venus de

Khénifra (les Zayanes), des Chiadma, de Ouarzazate, de Chichaoua, puis d'autres régions du Maroc.

Peu à peu, les familles originaires d'Agouram quittent le village, souvent pour Agadir, tandis que de nouveaux quartiers apparaissent : Douar Zibat, Douar Rizou, Douar Debza, entre autres.

Cette transformation est spectaculaire. En moins de trente ans, le nombre de ménages passe d'environ **250 familles en 1992 à plus de 4 000 aujourd'hui**. Mais une nouvelle étape s'ouvre à partir de **2016**.

Agouram devient l'un des principaux lieux d'installation des migrants originaires d'Afrique subsaharienne dans le Souss. En quelques années, plus de **3 000 migrants** venus du Sénégal, de Côte d'Ivoire, de Guinée, du Mali, du Cameroun, du Togo, du Bénin, du Niger, du Nigeria, du Soudan ou encore du Tchad s'y installent durablement.

Cette diversification migratoire produit une diversification religieuse inédite.

Une pluralisation religieuse sans précédent

Longtemps caractérisée par une relative homogénéité religieuse, Agouram voit désormais coexister plusieurs expressions de la foi.

Le paysage religieux ne se résume plus à l'héritage nassiri.

Parmi les migrants musulmans apparaissent notamment :

- les disciples de la **Tijaniyya** ;
- les membres de la confrérie **Mouride** sénégalaise ;
- diverses pratiques religieuses issues du Mali ou de Côte d'Ivoire.

Parallèlement, s'installent également des migrants **chrétiens catholiques** et **protestants**, auxquels s'ajoutent quelques personnes conservant certaines croyances traditionnelles africaines.

Cette pluralisation religieuse est remarquable. Elle constitue probablement l'une des premières expériences de diversité confessionnelle durable dans un espace rural du Souss.

Les premières tensions : le choc culturel

Comme dans de nombreux contextes migratoires, cette diversification ne s'est pas opérée sans difficultés.

Le mois de Ramadan 2019 constitue un moment révélateur.

Plusieurs incidents opposent habitants locaux et migrants africains autour de comportements liés :

- aux habitudes vestimentaires ;
- à la consommation de nourriture en journée par des non-musulmans.

Ces pratiques, parfaitement ordinaires pour des migrants chrétiens, sont perçues comme transgressives dans une société locale où l'espace public demeure fortement structuré par les normes religieuses musulmanes.

Ces tensions relèvent moins d'un conflit religieux que de ce que les sciences sociales qualifient de **choc culturel**.

*‘’En quelques années, plus de **3 000 migrants** venus du Sénégal, de Côte d'Ivoire, de Guinée, du Mali, du Cameroun, du Togo, du Bénin, du Niger, du Nigeria, du Soudan ou encore du Tchad s'y installent durablement’’.*

Celui-ci apparaît lorsque deux groupes sociaux interprètent des comportements ordinaires à partir de référentiels culturels radicalement différents.

L'absence de médiation institutionnelle favorise alors les malentendus.

L'émergence progressive d'un vivre-ensemble

Avec le temps, les communautés migrantes commencent à s'organiser.

Des regroupements apparaissent selon les pays d'origine.

Des médiateurs culturels jouent progressivement un rôle d'interface entre :

- les migrants ;
- les associations ;
- les autorités locales ;
- les habitants.

Cette structuration favorise peu à peu l'apprentissage mutuel et réduit les tensions initiales.

Les confréries soufies africaines organisent désormais régulièrement leurs propres cérémonies religieuses.

Les réunions de la Tijaniyya ou de la Mouridiyya se tiennent dans des maisons ou sous des tentes, sans susciter de contestation particulière puisqu'elles appartiennent au même univers religieux musulman.

La situation est différente pour les migrants chrétiens.

Un groupe de fidèles transforme temporairement une maison en lieu de culte afin d'y célébrer les offices sous la direction d'un prêtre ivoirien.

Cette initiative prend cependant fin après le signalement du propriétaire aux autorités locales, lesquelles rappellent que le lieu légalement destiné au culte chrétien demeure l'église d'Agadir.

Cet épisode illustre les limites actuelles de la gestion locale du pluralisme religieux.

Analyse : Agouram, laboratoire des nouvelles ruralités marocaines

Au-delà de l'anecdote, l'évolution d'Agouram révèle des transformations beaucoup plus profondes.

1. La migration produit des territoires multiculturels

L'exemple d'Agouram confirme que la migration ne transforme pas seulement les marchés du travail.

Elle transforme également :

- les langues ;
- les pratiques religieuses ;
- les formes de sociabilité ;
- les usages de l'espace public ;
- les représentations identitaires.

Autrement dit, **les migrations produisent de nouveaux territoires culturels**.

Ce phénomène est largement documenté dans la littérature internationale sur les migrations. Les chercheurs parlent de **super-diversité** (Steven Vertovec) pour décrire ces espaces où coexistent simultanément une grande variété d'origines, de langues, de statuts juridiques et de pratiques culturelles.

Agouram constitue désormais un exemple marocain de cette super-diversité.

2. Les campagnes marocaines deviennent des espaces mondialisés

Longtemps, la mondialisation était principalement associée aux grandes métropoles.

Aujourd'hui, ce sont également les campagnes qui s'inscrivent dans ces circulations mondiales.

L'agriculture d'exportation crée une demande permanente de main-d'œuvre.

Cette demande attire successivement :

- des migrants marocains ;
- des migrants africains ;
- et, plus récemment, des travailleurs asiatiques.

Ainsi, les villages agricoles deviennent des espaces transnationaux.

Cette mondialisation « par le bas » demeure pourtant largement absente des politiques publiques.

3. Le défi de la gouvernance interculturelle

La question centrale n'est plus seulement migratoire.

Elle devient celle de la **gouvernance du pluralisme**.

Comment gérer durablement :

- la diversité religieuse ?
- les différences culturelles ?
- les usages concurrents de l'espace public ?
- les nouveaux besoins éducatifs des enfants issus de multiples origines ?

Ces questions concernent désormais directement les communes rurales marocaines.

Elles nécessitent des politiques locales fondées sur :

- la médiation interculturelle ;
- l'éducation au vivre-ensemble ;
- la prévention des discriminations ;
- la formation des acteurs locaux à la gestion de la diversité.

4. D'une identité héritée à une identité en construction

L'histoire d'Agouram montre enfin qu'une identité territoriale n'est jamais figée.

Le village est passé :

- d'un espace marqué par le soufisme nassiri ;
- à un territoire d'immigration nationale ;
- puis à une commune multiculturelle où coexistent désormais plusieurs traditions religieuses et culturelles.

Cette évolution n'efface pas l'identité historique d'Agouram.

Elle la transforme.

L'identité locale ne repose plus uniquement sur un héritage partagé, mais sur la capacité à construire un vivre-ensemble entre populations d'origines diverses.

Conclusion

L'évolution d'Agouram dépasse largement le cas d'un simple village du Souss. Elle constitue un observatoire privilégié des transformations contemporaines des campagnes marocaines sous l'effet de la mondialisation agricole et des migrations.

Ce territoire montre que les espaces ruraux ne sont plus des sociétés homogènes et fermées, mais des lieux de circulation où se rencontrent des populations, des langues et des croyances multiples.

Cette réalité invite à dépasser une vision exclusivement économique de la migration. Les politiques publiques ne peuvent plus se limiter à gérer la main-d'œuvre agricole ; elles doivent également anticiper les enjeux de cohésion sociale, de pluralisme religieux et de gouvernance interculturelle. L'expérience d'Agouram suggère ainsi que l'avenir des territoires ruraux marocains dépendra autant de leur capacité à produire de la richesse que de leur aptitude à organiser durablement le vivre-ensemble dans un contexte de diversité croissante.

Migration et football : le sport comme outil de médiation sociale et de construction du vivre-ensemble

Les observations de terrain réalisées à Agouram, Taddart et Belfaa montrent que le football occupe une place centrale dans les dynamiques sociales qui structurent les territoires d'immigration agricole de la province de Chtouka Aït Baha. Loin d'être une simple activité de loisirs, il constitue un véritable révélateur des relations entre migrants et populations locales, capable de produire aussi bien des rapprochements que des tensions. Cette ambivalence rappelle que le sport n'est jamais socialement neutre : il reflète les rapports de pouvoir, les appartenances identitaires et les mécanismes d'intégration qui traversent les sociétés contemporaines.

Cette réalité est apparue avec une particulière intensité lors de la finale de la Coupe d'Afrique des Nations opposant le Maroc au Sénégal. Jusqu'à cette rencontre, la communauté sénégalaise bénéficiait d'une image largement positive auprès des habitants d'Agouram, de Taddart et de Belfaa. Les travailleurs sénégalais étaient généralement perçus comme sérieux, disciplinés et bien intégrés, entretenant des relations quotidiennes apaisées avec la population locale dans les exploitations agricoles, les quartiers résidentiels, les commerces et les mosquées.

Cependant, la forte mobilisation patriotique qui a accompagné cette finale a progressivement déplacé la compétition sportive hors du stade. Les appartenances nationales se sont exprimées dans l'espace social et certains échanges entre jeunes Marocains et membres de la communauté sénégalaise se sont tendus. Les discussions autour du match se sont prolongées dans les quartiers et sur les lieux de travail, révélant combien les identités nationales peuvent momentanément prendre le dessus sur les relations de voisinage lorsqu'elles sont activées par un événement sportif fortement chargé en émotions.

Il serait toutefois erroné de considérer cette rencontre comme la cause des tensions observées. Le match a davantage joué le rôle de révélateur que de déclencheur. Il a mis au jour des sensibilités préexistantes dans un territoire où cohabitent désormais plusieurs nationalités, plusieurs langues et plusieurs références culturelles. Cette distinction est essentielle : les compétitions sportives ne créent pas les fractures sociales, mais elles peuvent les rendre plus visibles lorsqu'elles mobilisent fortement les sentiments d'appartenance.

Face à cette situation, des médiateurs sociaux issus des communautés migrantes, des associations locales et des acteurs de proximité sont rapidement intervenus. Ils ont privilégié une médiation préventive fondée sur l'apaisement, le dialogue et la responsabilisation des différents groupes. Des appels au calme ont été lancés, certaines activités sportives communes ont été reportées et des échanges ont été organisés entre représentants des différentes communautés. Cette intervention a permis d'éviter une escalade et montre combien les dispositifs de médiation constituent aujourd'hui un élément indispensable de la gouvernance des territoires multiculturels.

Du terrain de football au laboratoire de l'intégration

L'expérience d'Agouram, Taddart et Belfaa confirme que la migration vers les zones

agricoles marocaines est principalement une migration de jeunes adultes. Cette caractéristique produit des besoins qui dépassent largement l'accès au travail ou au logement. Les migrants recherchent également des espaces de rencontre, de détente et de construction de liens sociaux. Dans ce contexte, le football apparaît comme un langage universel partagé par une grande partie de la jeunesse africaine.

Après les longues journées de travail dans les exploitations agricoles, les terrains de football deviennent des espaces où les migrants reconstruisent une vie collective. Les observations montrent que plusieurs terrains ont été aménagés par les jeunes eux-mêmes sur des friches ou d'anciens dépotoirs, illustrant leur capacité à transformer un espace abandonné en lieu de sociabilité. Cette réappropriation du territoire témoigne de la fonction sociale du sport dans les processus d'intégration.

Les sciences sociales permettent d'aller plus loin dans l'analyse. Depuis les travaux de Pierre Bourdieu, le sport est considéré comme un espace de production de capital social, c'est-à-dire de réseaux, de confiance et de coopération. Les recherches de Robert Putnam distinguent le **capital social de liaison** (*bonding social capital*), qui renforce la cohésion à l'intérieur d'un groupe, du **capital social de pont** (*bridging social capital*), qui favorise les relations entre groupes différents. Dans les territoires migratoires, le véritable enjeu consiste précisément à transformer le football en instrument de « capital social de pont », capable de créer des liens durables entre migrants et habitants.

Quand le sport reproduit les conflits

Le terrain révèle cependant une réalité plus complexe. Le football peut également devenir un espace de reproduction des rivalités nationales et politiques importées des pays d'origine. L'expérience de la « Coupe d'Afrique des migrants », organisée à Agouram et réunissant dix-sept nationalités, en fournit une illustration. Plusieurs rencontres ont donné lieu à des tensions entre équipes représentant des pays déjà marqués par des rivalités historiques ou sportives, conduisant finalement à l'interruption prématurée du tournoi.

Cette situation confirme un enseignement classique des études migratoires : la migration ne rompt pas automatiquement avec les appartenances antérieures. Les identités nationales, les mémoires collectives et parfois les antagonismes continuent de structurer les relations sociales dans les espaces d'installation. Les territoires d'immigration deviennent ainsi des lieux où se recomposent des rapports sociaux hérités des sociétés d'origine.

> *‘’L'expérience d'Agouram, Taddart et Belfaa confirme que la migration vers les zones agricoles marocaines est principalement une migration de jeunes adultes’’.*

Des équipes mixtes pour construire une identité commune

Les acteurs locaux ont rapidement compris que l'organisation de compétitions reposant exclusivement sur les nationalités renforçait les logiques de séparation. Ils ont progressivement privilégié la constitution d'équipes mixtes associant migrants de différentes origines et jeunes des douars environnants.

Ce changement est loin d'être anodin. Il modifie profondément la nature des interactions. Les joueurs ne défendent plus leur nationalité mais un projet collectif partagé. Ils apprennent à coopérer, à se faire

confiance et à poursuivre un objectif commun indépendamment de leurs origines. Le football cesse alors d'opposer des identités pour devenir un espace de fabrication d'une identité locale commune.

L'expérience du « Tournoi de l'amitié » organisé à Belfaa ou encore celle menée à Taddart, où un conflit autour de l'utilisation d'un terrain s'est finalement transformé en création d'une équipe commune participant au tournoi du Ramadan de Sidi Bibi, illustrent parfaitement cette capacité du sport à transformer progressivement des situations conflictuelles en expériences de coopération.

Le sport comme politique publique d'intégration

Ces observations invitent à dépasser une conception du sport limitée au divertissement. Dans les territoires marqués par une forte diversité culturelle, le football constitue un véritable outil de médiation sociale, de prévention des conflits et de construction du vivre-ensemble.

Cette perspective suppose néanmoins un changement d'approche. Il ne suffit pas d'organiser ponctuellement des tournois. Les collectivités territoriales, les associations, les clubs sportifs, les employeurs agricoles et les services publics doivent inscrire le sport dans une stratégie globale d'intégration.

Une telle politique pourrait s'appuyer sur plusieurs leviers : la création de championnats mixtes réunissant migrants et habitants, la formation de médiateurs sportifs spécialisés dans la gestion des conflits, le développement d'infrastructures sportives de proximité, l'organisation de manifestations associant sport, culture, musique et gastronomie, ainsi que l'adoption d'une **Charte du fair-play et du vivre-ensemble** fondée sur le respect, la non-discrimination, la solidarité et la reconnaissance de la diversité culturelle.

Conclusion

L'expérience de Chtouka Aït Baha montre que le football possède une nature profondément ambivalente. Il peut renforcer les appartenances nationales et raviver certaines tensions lorsque les mécanismes de médiation sont absents. Mais il peut également devenir un puissant levier d'intégration lorsqu'il est inscrit dans un projet collectif de cohésion sociale.

Le véritable enjeu n'est donc pas sportif. Il est politique et sociétal. Dans les campagnes marocaines devenues des espaces de migration internationale, le football peut être pensé comme un laboratoire du vivre-ensemble. Bien encadré, il contribue à produire de la confiance, à créer des liens entre populations d'origines diverses et à transformer la diversité culturelle en ressource pour le développement territorial. Ainsi, la pratique sportive ne relève plus seulement des politiques de jeunesse ou de loisirs ; elle devient un instrument de gouvernance locale et un pilier des politiques d'intégration dans les territoires confrontés à une diversification rapide de leur population.

La mort comme moment fondateur de la solidarité : dépasser les frontières identitaires dans les territoires de migration

Parmi les nombreuses situations observées dans les territoires de migration, la mort constitue sans doute l'une des plus révélatrices des capacités d'une société à produire du lien social. Alors que la vie quotidienne est parfois traversée par des catégories de distinction telles que « migrant », « Africain », « étranger » ou « habitant local », le décès d'une personne tend à suspendre provisoirement ces frontières symboliques. Face à la mort, les appartenances nationales, ethniques ou religieuses perdent une partie de leur pouvoir de différenciation pour laisser émerger une identité plus fondamentale : celle de la condition humaine.

Les observations réalisées dans les villages d'Agouram et de Taddart montrent que les décès de migrants ont constitué des moments privilégiés de recomposition des relations sociales entre populations locales et communautés migrantes. Ces épisodes révèlent une dimension encore peu étudiée des migrations : la manière dont les sociétés d'accueil intègrent les migrants dans les rituels liés à la fin de la vie. Or les rites funéraires constituent, dans toutes les sociétés, des moments d'une forte intensité symbolique. Ils expriment les valeurs collectives, les formes de solidarité et les conceptions de la dignité humaine. La manière dont une communauté traite ses morts en dit souvent autant sur elle que la manière dont elle accueille les vivants.

Le deuil comme premier espace de reconnaissance

La première situation remonte à plusieurs années, lorsque la communauté subsaharienne installée à Agouram apprend la mort de quatre jeunes migrants disparus lors d'une tentative de traversée irrégulière depuis les côtes de Guelmim. L'annonce provoque une vive émotion parmi les migrants, qui mobilisent immédiatement leurs réseaux d'entraide, notamment les groupes WhatsApp, afin de vérifier l'identité des victimes et de prévenir leurs proches.

Au-delà de la tragédie, une question se pose immédiatement : comment organiser le deuil dans un territoire où la présence de cette communauté est encore récente et où aucune structure communautaire n'est véritablement institutionnalisée ?

La réponse vient d'un acteur inattendu : un cafetier du village, connu pour avoir été parmi les premiers habitants à offrir du travail aux migrants, à faciliter leur accès au logement et à entretenir avec eux des relations de confiance à une époque où leur installation suscitait encore de nombreuses réticences.

Son café devient spontanément un lieu de recueillement. Migrants et habitants s'y retrouvent pour partager le deuil. Des versets du Coran sont récités, des repas sont préparés selon la tradition marocaine de la *selka* et chacun participe, à sa manière, à l'hommage rendu aux disparus. Plus remarquable encore, les différences confessionnelles présentes au sein de la communauté migrante ne donnent lieu à aucun débat. Pendant quelques heures, la

seule identité reconnue est celle d'êtres humains confrontés à une même perte.

Cette scène rappelle que le deuil possède une fonction intégratrice. Comme l'avait montré le sociologue Émile Durkheim, les rites collectifs renforcent la cohésion sociale en réaffirmant les valeurs communes d'un groupe. Ici, le rituel dépasse cependant les frontières habituelles du groupe puisqu'il associe des personnes d'origines nationales et culturelles différentes.

Les funérailles comme espace d'intégration sociale

Une seconde situation observée à Taddart illustre encore davantage cette dynamique. Après le décès d'une femme migrante, les médiateurs sociaux et les responsables communautaires prennent immédiatement contact avec les autorités locales et la Gendarmerie royale afin d'accomplir les démarches administratives nécessaires à l'obtention de l'autorisation d'inhumation.

La question du lieu de sépulture et de l'organisation des funérailles devient rapidement centrale. Une fois confirmé que la défunte était musulmane, les habitantes du village prennent en charge les rites de lavage mortuaire et de linceul conformément aux prescriptions islamiques. La prière funéraire est célébrée par le fqih du village avant l'inhumation en présence d'un grand nombre d'habitants marocains et de migrants, musulmans comme chrétiens.

L'un des moments les plus significatifs intervient à la fin de la cérémonie. Le fqih prononce la prière en amazigh, tandis qu'un imam ivoirien, lui-même migrant en situation irrégulière, adresse une invocation en français. Tous les participants répondent d'une seule voix par « Amine », indépendamment de leur langue ou de leur origine.

Cette scène possède une forte portée symbolique. Elle montre que la pluralité linguistique et culturelle ne constitue pas nécessairement un obstacle au partage d'un même rituel. Au contraire, elle peut devenir un support de reconnaissance mutuelle lorsque chacun trouve sa place dans une cérémonie commune.

> *‘’Face à la mort, les appartenances nationales, ethniques ou religieuses perdent une partie de leur pouvoir de différenciation pour laisser émerger une identité plus fondamentale : celle de la condition humaine’’.*

Quand la solidarité dépasse les appartenances

Une troisième situation concerne le décès d'un nourrisson âgé de seulement deux mois. Après coordination entre les médiateurs sociaux et les autorités compétentes, il est décidé d'organiser l'inhumation au cimetière de Taddart. Là encore, les femmes du village prennent en charge les rites funéraires tandis que la population locale accompagne la famille dans son deuil.

Au-delà de l'émotion suscitée par la disparition d'un très jeune enfant, cette situation révèle que les catégories administratives ou migratoires perdent leur importance dans les moments de plus grande vulnérabilité. Les habitants ne voient plus uniquement une famille migrante ; ils reconnaissent avant tout des parents confrontés à une épreuve universelle.

Cette transformation du regard constitue probablement l'un des mécanismes les plus puissants de la construction du vivre-ensemble. Elle montre que l'empathie naît

souvent de l'expérience partagée de la fragilité humaine davantage que des discours institutionnels.

La médiation sociale au-delà de la gestion des conflits

Ces expériences permettent également de renouveler la compréhension de la médiation sociale. Celle-ci est généralement envisagée comme un outil de prévention ou de résolution des conflits. Les observations de terrain montrent pourtant que son rôle est beaucoup plus large.

Les médiateurs accompagnent les migrants dans leurs démarches administratives, facilitent les relations avec les institutions, organisent les funérailles, soutiennent les familles endeuillées et créent les conditions d'une solidarité collective. Ils deviennent ainsi de véritables producteurs de confiance entre groupes sociaux.

Dans cette perspective, la médiation apparaît comme une institution informelle de cohésion sociale, capable de relier les individus non seulement dans les périodes de tension, mais également dans les moments où la vulnérabilité appelle une réponse collective.

Une lecture sociologique de la mort en contexte migratoire

Ces observations invitent à dépasser une lecture exclusivement administrative ou sécuritaire des migrations. Elles montrent que l'intégration ne se joue pas uniquement dans l'accès à l'emploi, au logement ou aux services publics. Elle se construit également dans les expériences ordinaires de la vie sociale : les fêtes, les mariages, les pratiques sportives… mais aussi les deuils.

La mort agit ici comme un puissant révélateur de la qualité des relations sociales. Une société véritablement inclusive ne se reconnaît pas seulement à sa capacité d'accueillir les migrants lorsqu'ils arrivent, mais également à la manière dont elle accompagne leur famille lorsqu'ils disparaissent.

Cette réflexion rejoint les travaux de l'anthropologue Arnold van Gennep sur les rites de passage. Les funérailles constituent un moment où une communauté réaffirme ses valeurs fondamentales. Dans les territoires multiculturels, elles deviennent également un espace où se redéfinit la frontière entre le « nous » et le « eux ». Les situations observées à Agouram et à Taddart montrent que cette frontière peut s'effacer au profit d'une communauté plus large fondée sur la dignité humaine.

Conclusion

Les expériences observées dans les villages d'Agouram et de Taddart rappellent que le vivre-ensemble ne se mesure pas uniquement par l'absence de conflits. Il se révèle surtout dans la capacité d'une société à produire de la solidarité lorsque ses membres traversent les moments les plus douloureux de l'existence.

La mort devient alors bien davantage qu'un événement individuel. Elle constitue un fait social total qui mobilise les institutions, les familles, les voisins, les autorités, les médiateurs et les communautés religieuses. Dans ces instants, les catégories de « migrant », « étranger » ou « habitant local » s'estompent au profit d'une appartenance commune à l'humanité.

À l'heure où les débats sur les migrations sont souvent dominés par les questions de contrôle des frontières, de sécurité ou d'identité, ces observations de terrain invitent à déplacer le regard. Elles montrent que les sociétés locales disposent de ressources morales, culturelles et

relationnelles capables de produire de la confiance et de la reconnaissance réciproque. Plus qu'un simple épisode de compassion, la solidarité face à la mort apparaît ainsi comme l'un des fondements les plus profonds de la cohésion sociale dans les territoires multiculturels et une démonstration que le vivre-ensemble se construit autant dans les épreuves partagées que dans les politiques publiques.

Conclusion générale

Les observations réalisées à Aït Amira, Sidi Bibi et dans les autres localités étudiées montrent que les campagnes marocaines connaissent une mutation historique. Longtemps considérées comme des espaces agricoles relativement homogènes, elles deviennent aujourd'hui des territoires ouverts sur les dynamiques internationales, où se croisent travailleurs, cultures, langues et pratiques sociales multiples.

Cette recherche met en évidence que la mondialisation agricole ne transforme pas uniquement les systèmes de production ; elle redéfinit également les formes de sociabilité, les mécanismes de solidarité, les rapports au territoire et les modes de gouvernance locale. Les expériences observées démontrent que la cohésion sociale ne résulte pas spontanément de la croissance économique. Elle se construit par l'action quotidienne d'acteurs locaux capables de produire de la confiance, de prévenir les tensions et de faire de la diversité un facteur d'intégration.

Le principal apport de cette étude est ainsi de proposer une lecture renouvelée des campagnes marocaines. Les espaces ruraux apparaissent désormais comme les premiers laboratoires de la mondialisation au Maroc, où se forgent les équilibres entre développement économique, mobilité humaine et coexistence interculturelle. Cette réalité invite à repenser les politiques publiques rurales en intégrant pleinement les dimensions sociales, culturelles et territoriales des migrations.

En définitive, les nouvelles ruralités marocaines ne constituent pas seulement une conséquence du développement agricole ; elles annoncent une transformation profonde du modèle territorial du Royaume. Comprendre ces mutations est désormais indispensable pour concevoir des politiques de développement capables de conjuguer compétitivité économique, cohésion sociale et gouvernance inclusive.

Migrapress – Plateforme numérique sur la migration

Migrapress est une plateforme numérique dédiée à la diffusion et à la vulgarisation des savoirs scientifiques sur la migration. Elle vise à rendre accessibles les recherches et analyses sur les dynamiques migratoires, les politiques publiques, la gouvernance et les enjeux sociaux et économiques liés aux mobilités humaines.

La plateforme s'adresse à un large public, incluant chercheurs, étudiants, professionnels et acteurs de la société civile, en proposant des contenus fiables, synthétiques et contextualisés.

Migrapress combine rigueur scientifique et approche pédagogique, afin de favoriser une meilleure compréhension des enjeux migratoires contemporains et de stimuler le débat informé autour des politiques et pratiques de migration.

Bio de Dr Khalid Alayoud-directeur du Centre Taoussana

Dr Khalid Alayoud est enseignant-chercheur marocain, expert en développement local, spécialiste des migrations et des transformations socio-territoriales. Il figure parmi les chercheurs les plus actifs de la région Souss-Massa dans l'étude des dynamiques démographiques, des mutations spatiales et des interactions entre mobilité humaine, développement durable et gouvernance territoriale.

Titulaire d'un doctorat en géographie humaine de l'Université Ibn Zohr d'Agadir, avec une spécialisation en migrations, il possède également deux masters, l'un consacré aux migrations et au développement durable, l'autre au tourisme et à la communication. Ses travaux de recherche ont été menés notamment au sein du laboratoire LEMASE de la Faculté des Lettres et des Sciences Humaines d'Agadir.

Chercheur de terrain reconnu, Dr Khalid Alayoud s'intéresse particulièrement aux transformations des territoires du Sud marocain, aux mutations rurales, aux dynamiques migratoires et aux enjeux du développement local. Ses recherches accordent une place centrale à l'observation directe des populations et à l'analyse des changements sociaux qui traversent les espaces ruraux et urbains du Maroc.